

POUR UNE HISTOIRE DE LA SCIENCE SOCIALE

OLIVIER MOTTE
Universidad de Lyon

Depuis quelques années se fait jour dans le domaine des sciences sociales un mouvement assez ample visant, pour chaque discipline, à la connaissance renouvelée de son histoire*.

Dans ce mouvement, chacune des disciplines concernées — histoire, géographie, droit, économie, sociologie, anthropologie, psychologie, psychanalyse, linguistique... — a procédé isolément en s'interrogeant sur son objet, en définissant ses instruments de travail, en rassemblant les chercheurs au sein d'associations spécialisées et en créant des revues destinées à publier les résultats de ses travaux. De ce fait, on a abouti à la juxtaposition de démarches parallèles sans aucun lien ni scientifique ni institutionnel entre elles.

Or, il s'agit là d'une même démarche: l'approche historiographique, appliquée à des domaines différents. C'est elle qui fait la profonde unité de ces recherches, qui, au delà des intérêts particuliers, constitue le lien étroit qui doit les réunir.

Il importe donc de fournir à ces diverses disciplines un forum où puisse être mise en évidence cette convergence des préoccupations afin, en confrontant les expériences, de parvenir à la définition d'une méthode commune qui puisse concourir à l'approfondissement de la démarche de chacune d'entre elles mais surtout à l'émergence d'une véritable histoire générale des sciences sociales où chacune

* Ce texte a été rédigé à l'occasion du Congrès d'histoire de l'historiographie tenu à Montpellier les 25-28 juillet 1983 pour expliciter à l'intention des participants aux 'Rencontres d'histoire des sciences sociales' le sens de la brève annonce jointe au programme du congrès. Les actes de ce congrès ne semblant plus devoir paraître, nous le publions ici dans sa version définitive, telle qu'elle a été présentée lors des deuxièmes 'Rencontres', le 28 février 1984 à l'Institut de recherche et d'histoire des textes à Paris.

trouve sa place au sein de leur ensemble puis enfin — si elle est possible, ce qui est une question qu'il faudra se poser car cela supposerait une science sociale unique là où n'existe apparemment qu'une multitude d'expériences qui, sans cesse, ont tendu à diverger — d'une histoire de la science sociale.

A dire vrai, c'est là une question — la question fondamentale sans aucun doute — à laquelle une histoire des sciences sociales aura à répondre et il est donc, à notre sens, trop tôt pour préjuger de l'existence ou de l'inexistence de pareille histoire. Néanmoins nous employons, dans le titre où s'affirme notre projet, le singulier en raison du fait qu'on peut constater que les grands esprits ont été véritablement universels, marquant de leur empreinte de nombreux domaines; qu'à une époque donnée l'évolution a été la même dans toutes les disciplines et enfin que le but, l'étude de l'homme en société, reste commun. Surtout, par là, nous voulons caractériser une démarche intégrante qui tente de dépasser la simple comparaison de l'histoire des disciplines pour atteindre dans leur approche à la totalité et bien manifester que le but ultime reste de découvrir ce qui fait leur unité.

Le but une fois fixé, encore faut-il très nettement le délimiter. Pour toute institution qui se crée en effet, le succès et à ce prix: savoir déterminer avec précision son objet, et s'y tenir.

Il va de soi qu'une histoire des sciences sociales s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une histoire de la science, du savoir, de la pensée qui en constitue la fin ultime.

Mais si elle doit être consciente de cela, et de ce fait constamment envisagée dans le milieu où elle se développe, il n'en reste pas moins qu'elle doit s'imposer des limites qui sont la condition même de son efficacité. Il faut donc se poser la question de savoir quelle doit être l'ampleur de son champ d'investigations, quelles bornes il faut lui assigner.

Nous dirons que s'il faut répondre à cette question par une délimitation extensive de l'objet de la recherche, néanmoins il importe de rester à l'intérieur d'un cadre très nettement déterminé.

Dans le temps, la chose paraît assez simple. Le terme final du processus, à l'évidence, se situe aujourd'hui. C'est là un point acquis, hors de toute contestation. Le point de départ par contre est plus difficile à préciser. Mais chercher à fixer de façon absolue et reconnue par tous un *début* des diverses disciplines de la science sociale serait un débat un peu vain. D'ailleurs, quelle que soit leur origine lointaine, leur développement se situe pour l'essentiel au cours du

dernier siècle. C'est donc à lui qu'il faut avant tout s'attacher. Dès lors, le programme à tracer va de soi. Si, du fait de la naissance récente, ou de l'accès récent au stade scientifique, de la plupart des sciences de l'homme, il importe de les étudier depuis la Renaissance, l'accent néanmoins doit être mis sur la période qui va du 18^e siècle à nos jours et en particulier sur le 19^e siècle dont le rôle a évidemment été décisif dans le progrès de ces disciplines et, avant tout, dans la définition de leur champ épistémologique.

En fait, plus importante nous paraît être, à l'intérieur de l'époque ainsi envisagée, la question de la périodisation de chaque discipline par rapport à leur ensemble — afin de mettre en évidence les processus de différenciation, de scission et de création à l'intérieur de cet ensemble; ce qui suppose une étude attentive des *temps* de chacune d'elles, puis leur comparaison.

Dans l'espace, on peut penser que l'histoire des sciences sociales, qui veut ignorer les frontières des disciplines, ne saurait connaître celles des Etats. Ses progrès se sont faits largement dans le cadre d'un échange au delà des frontières; elle doit donc être par essence internationale dans son approche. Elle doit aussi, à l'évidence, envisager tous les pays dès lors qu'ils ont contribué à l'avancement d'une ou de plusieurs de ces disciplines.

Néanmoins, comme une histoire des sciences sociales se modèlera par définition sur leur passé, qu'elle a pour tâche d'appréhender, on peut penser qu'elle s'attachera essentiellement à la science occidentale ou sous influence occidentale dont le rôle a été prépondérant. Reste qu'il ne faut pratiquer aucun européocentrisme mais au contraire avoir la volonté de mettre en évidence l'apport des mondes extra occidentaux.

Se pose surtout le problème des disciplines à prendre en considération. La science, certes, est un tout indivisible, puisqu'elle n'est que le résultat de la pensée en action; c'est donc une entité qui ne se peut scinder que très artificiellement. Néanmoins, dans la nécessité de s'assurer un objet bien précis d'études, il le faut cependant.

Le problème essentiel est à l'évidence celui de la spécificité d'une histoire des sciences sociales par rapport à l'histoire des sciences et des techniques. Il n'existe pas en effet de frontières nettement tracées entre les unes et les autres, si l'on songe en particulier que l'influence des secondes a souvent été déterminante dans le progrès des premières. Cependant, s'étant donné un but, il faut s'y tenir. On ne peut tout faire; aussi, avant de faire l'histoire de la science, faut-il commencer par celle des sciences humaines

d'une part, des sciences et des techniques d'autre part. Notre sentiment est cependant que les historiens des sciences doivent être associés, en quelque sorte comme observateurs, à ce qui se fera; afin justement de dégager et de mettre en évidence les points de contact et d'échange entre ces deux domaines.

Par contre, si l'histoire des sciences nous semble nécessairement exclue de l'objet de nos recherches, elle nous paraît constituer un modèle, une référence, un point d'appui qui doit être constamment sollicité dès lors que nous ne nous posons plus la question de savoir si l'histoire des sciences appartient au champ de nos investigations mais celle de savoir comment construire une histoire des sciences sociales.

Dans cette perspective, il est en effet très frappant de comparer l'état d'inorganisation de l'histoire des sciences sociales à l'appareil très ancien et très complet qui existe dans le domaine de celle des sciences et des techniques: associations nationales comme l'*American Association for the History of Medecine*, associations internationales comme l'*Académie internationale d'histoire de la médecine* ou encore revues spécialisées comme *Isis*, *Janus*, *History of Science*, *Studies in History and Philosophy of Science*, *Minerva*, *Medical History*, *Bulletin of the History of Medecine*, *Ambix*, *Historia mathematica...* Ceci sans parler des éditions de papiers de savants, des thèses consacrées à ces domaines, des colloques qui ne cessent de se tenir sur ces questions.

Ce qui existe en France, en particulier, n'est par négligeable: *Société française d'histoire des sciences et des techniques*, *Société française d'histoire de la médecine*, *Société d'histoire de la pharmacie*, *Association pour l'histoire des sciences de la nature*, *Revue d'histoire des sciences*, *Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences*, *Histoire des sciences médicales*, *Revue d'histoire de la pharmacie*...

A une expérience accumulée depuis si longtemps, il y a évidemment des emprunts à faire. L'histoire des sciences et des techniques doit donc être pour nous un précédent toujours présent à notre esprit, tant son expérience peut nous apporter.

Quelque difficulté qu'il y ait à délimiter le champ d'action de l'histoire des sciences sociales dans le temps, dans l'espace et en ce qui concerne les disciplines considérées, il nous paraît donc possible néanmoins de s'accorder sur ces points; il ne nous semble pas qu'il y ait là de problème insurmontable.

Reste que, dans ce cadre, le but n'est pas de juxtaposer côte à côte les études sur chaque discipline, mais bien de parvenir à

une approche d'ensemble. En fait, dans la mise en oeuvre, c'est là surtout que se poseront les problèmes. Il ne faut pas se dissimuler qu'une histoire des sciences sociales, dès lors qu'elle se situe dans une perspective globale, rencontrera inévitablement des obstacles à surmonter et des écueils à éviter. Il ne s'agit de rien moins en effet que de pratiquer une approche véritablement pluridisciplinaire. Or si rien n'est plus facile à affirmer que la nécessité d'une pluridisciplinarité, rien n'est plus difficile à mettre effectivement en oeuvre. Surtout, faire tomber les barrières qui séparent les différentes disciplines dans l'histoire ne peut rester sans conséquences sur le présent. Inévitablement, la volonté d'une connaissance érudite du passé doit, par le simple contrecoup de la dynamique qu'elle met en oeuvre, toucher l'objet de la recherche, inscrivant ainsi en même temps l'avenir des disciplines qu'elle envisage dans cette perspective globale. Cette démarche n'aboutit en définitive ni plus ni moins qu'à décroquer, par l'histoire, les secteurs construits par le découpage universitaire occidental. Tout au moins elle peut avoir cette conséquence, Par là elle menace ces disciplines, qui ne sauraient ne pas réagir contre ce qui met en péril leur existence autonome elle-même.

Restons cependant en deça de ces perspectives et voyons ce qui dans l'immédiat s'oppose à une approche intégrée de l'histoire des sciences sociales.

Pour ce qui est des obstacles, le plus important nous paraît être ce fait que la rigide partition disciplinaire que connaît l'université a abouti, de façon croissante, à la création de fiefs, de principautés taillés dans la recherche, à l'intérieur desquels se sont effectués les progrès réalisés par les diverses sciences dont l'institutionnalisation a encore accru la partition originare; ce qui se traduit dans l'existence de cercles particulièrement cohérents ayant en fait peu d'aspirations à un travail interdisciplinaire.

De ce fait, l'histoire de chaque discipline s'est faite en son sein, sans aucun intérêt pour ce qui se faisait ailleurs, en n'ayant le plus souvent aucune conscience de son appartenance à un ensemble.

Ceci s'est trouvé encore accentué, dans la tradition française contemporaine, par l'impérialisme des disciplines — géographie, sociologie, histoire, anthropologie — qui ont successivement tenté de tirer à elles l'ensemble des sciences humaines.

Enfin cet isolement s'est vu renforcé par ce paradoxe que chaque discipline a secrété ses historiens alors que l'histoire ne formait pas d'historiens pour ces disciplines. De ce fait, les cloison-

nements ont été bien plus étanches et la nécessité d'un échange, d'une collaboration, bien moins sentis.

Par là, dans ce fait que chaque discipline s'est penchée sur elle-même sous l'impulsion d'une sorte de logique propre, il est résulté qu'elle a pratiqué une historiographie qui a mis l'accent sur la cohésion interne de ce domaine de recherche, la cohérence de son développement autonome et qui s'est en définitive révélée profondément créatrice de mythes.

Aussi l'écueil le plus grave, à notre sens, auquel se heurtera une histoire des sciences sociales sera sans aucun doute celui que crée la volonté affirmée de disciplines très fortement constituées et, de plus, profondément persuadées du rôle majeur qu'elles doivent jouer au sein de leur ensemble de faire elles-mêmes leur propre histoire et de s'en tenir à cette histoire, jugée exemplaire.

Il sera donc, on le voit, particulièrement difficile, du fait de traditions déjà anciennes qui sont autant de mauvaises habitudes pour nos esprits, de parvenir à une histoire des sciences sociales qui ne soit pas une simple juxtaposition, de façon toute formelle, de contributions venant des diverses disciplines mais, au delà d'une démarche fédérative de la volonté de connaissance des disciplines par elles-mêmes, une réflexion commune tendue vers une approche globale de leur passé.

Pourtant, c'est là une absolue nécessité.

Au delà de la volonté purement méthodologique d'une pluridisciplinarité effectivement mise en oeuvre dans l'approche historique des différentes disciplines, une autre raison, plus déterminante, invite en effet à considérer l'histoire des sciences sociales comme un tout; c'est qu'en définitive l'histoire de chaque discipline ne renvoie guère qu'à ses propres mythes. Or justement, pour aborder son histoire de façon véritablement scientifique et non plus selon les vieilles démarches hagiographiques, il faut partir de cette idée primordiale que chaque discipline a besoin de sortir de ses mythes.

Surtout, pour revenir à la perspective que nous évoquions en commençant, ce qui rend nécessaire l'adoption de cette problématique, c'est, essentiellement, la nécessité, aujourd'hui, de dépasser les frontières entre disciplines, issues de leur progrès et qui, un temps, n'ont fait que refléter leur avancement rapide mais qui semblent devenues autant d'obstacles qui s'opposent désormais à leur essor. Visant à construire leur unité à partir de leur passé, comment pourrait-on mieux le faire qu'en voyant à quel moment, pour quelles raisons et de quelle façon elles se sont séparées?

Dans cette entreprise, il nous semble que trois préoccupations peuvent — doivent — nous guider.

D'abord l'affirmation d'une *méthode*, car l'histoire des sciences sociales ne saurait se concevoir sans une forte base épistémologique. Il importe donc de procéder d'abord à la constitution d'un instrument d'étude de leur évolution qui ne saurait être trouvé, à notre sens, que dans l'analyse paradigmatique des systèmes de pensée; non pas imposée d'emblée comme un carcan à ces diverses sciences mais progressivement développée à partir des recherches empiriques que nous croyons utile de promouvoir. Nous pensons en effet qu'il est possible — et c'est à notre sens fondamental — contrairement à ce qui a souvent été écrit en France, de constituer une épistémologie générale et non pas limitée à une seule science.

Ensuite la conviction de la nécessité d'une connaissance approfondie des *sources* de l'histoire des sciences sociales, recherche dont nous avons déjà dit en plusieurs circonstances tout le prix. Car si elles peuvent nous aider à fonder scientifiquement une approche nouvelle de l'objet de nos recherches, elles ont d'abord pour intérêt immédiat de révoquer en doute des certitudes qui paraissaient assurées et par là, si l'on peut l'exprimer ainsi, de déblayer le terrain pour une future construction. Les répertorier, les archiver, les éditer, créer à partir d'elles une *Banque de données sur l'histoire des sciences sociales*, est donc une tâche d'une extrême urgence.

Enfin la volonté de replacer constamment l'histoire des sciences sociales dans son *cadre*: l'institution où elle se développe, productrice d'un certain type de savoir. Peut-être parce que nous sommes juriste, nous ne pouvons concevoir en effet une pensée "pure", abstraite, détachée du milieu où elle naît. Nécessairement, pour qu'elle existe, elle nous semble devoir s'inscrire dans un contexte institutionnel qui, souvent, sera déterminant. Non pas que la science se résume au milieu où elle se fait — loin de là; mais il est évident que l'organisation administrative, la partition disciplinaire, le lien entre enseignement et recherche, la division du pouvoir et, au delà, des processus encore informels mais en voie de formalisation comme l'agrégation des savants sous forme de cercles, la mise en place de réseaux le long desquels se propagent les découvertes, la constitution d'Écoles qui se perpétuent en façonnant de nouvelles générations... sont déterminants dans la genèse *de la pensée* et la translation du savoir.

De ce fait, la connaissance de l'histoire de l'enseignement supérieur — lieu privilégié d'un savoir translatice — nous paraît un présupposé fondamental à toute étude des disciplines concernées.

Sans elle, sans la maîtrise du cadre qu'il trace à l'enseignement et à la recherche, il serait vain d'espérer écrire un jour une histoire des sciences sociales.

C'est pour cela que nous souhaiterions, sur le plan international si possible un jour, et, d'abord, au niveau national, voir répertorier les sources de cette histoire, aujourd'hui encore si méconnues en ce qui concerne la période contemporaine. Plus particulièrement, dans le cadre français, nous voudrions voir se faire un *Répertoire des sources de l'histoire de l'enseignement supérieur français depuis 1804* et un *Répertoire des papiers d'universitaires français des 19^e et 20^e siècles* qui, en venant faciliter les travaux, engageraient sans doute de nouveaux chercheurs à se porter vers ce domaine essentiel.

Ce cadre d'ailleurs n'est pas forcément universitaire; ce peut être une académie, une association, une revue... L'essentiel est de bien mettre, de mettre constamment en rapport la science et l'institution où elle se fait.

En adoptant cette triple démarche, il nous semble qu'on peut s'approcher assez rapidement du but recherché: une histoire, scientifiquement fondée, des sciences sociales.

Pour qu'elle puisse se faire cependant, encore faut-il lui fournir un cadre adéquat susceptible de rassembler les chercheurs.

Cette idée, si simple pourtant, n'avait encore, à notre connaissance, jamais été exprimée; n'avait en tout cas jamais été mise en oeuvre.

La création, en 1980, à l'occasion du XV^e Congrès international des sciences historiques, d'une Commission d'histoire de l'historiographie, nous a semblé être l'occasion de le faire.

Avec elle en effet se trouvait enfin reconnue et affirmée l'importance et l'originalité d'une approche fondamentale qui, nous semblait-il — c'était là notre apport à cette démarche fondatrice — devait non seulement s'attacher à la science historique, mais être conçue comme s'appliquant à l'ensemble des sciences sociales.

Le premier pas, après des rencontres informelles, a été — grâce à l'intérêt porté à cette démarche par la Commission — la constitution d'un groupe de recherche sur l'histoire des sciences sociales qui s'est donné pour but de mettre les chercheurs en contact, de faciliter par là la constitution d'un réseau d'information sur les recherches en cours et de préparer la mise en place de structures plus importantes.

Au niveau français, suivant en cela l'exemple de ce qui s'est fait pour l'histoire des textes et l'histoire des sciences, il s'agirait

de constituer un Groupe de recherches coordonnées regroupant l'ensemble des instituts, universitaires ou non, qui s'attachent, en France, à l'histoire d'une discipline et dont un des meilleurs exemples nous paraît être le centre d'épistémologie et d'histoire de la géographie fondé par le professeur Pinchemel.

Surtout, sur le plan international, il semble qu'à partir du noyau déjà existant pourrait naître, par un regroupement progressif des chercheurs des différentes disciplines, une structure rassemblant l'ensemble de ceux-ci au sein d'une "*Association internationale d'histoire des sciences sociales*" pour laquelle les exemples ne manqueront pas, par exemple ceux de la *Commission internationale d'histoire de la sociologie*, de la *Commission d'histoire de la pensée géographique de l'Union géographique internationale* ou encore de la *Société internationale d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse* de toute récente création.

Le but recherché étant de faire se retrouver — par delà les cloisons des disciplines — des chercheurs qui n'ont jamais l'occasion de se rencontrer, l'organisation de rencontres périodiques est évidemment primordiale.

C'est cet objectif que voudraient viser des *Rencontres d'histoire des sciences sociales*. L'idée est simple et s'exprime en peu de mots: c'est que, venant d'horizons divers, mais tous motivés par notre intérêt pour l'histoire de notre discipline, nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres et d'abord peut-être des interrogations à mettre en commun. Alors pourquoi ne pas nous réunir de façon informelle pour partager notre expérience.

Ceci d'ailleurs ne saurait suffire. Il faudrait qu'à intervalles réguliers de véritables congrès viennent regrouper les spécialistes autour d'un thème donné. Parmi les premiers qui pourraient être envisagés doit figurer bien entendu le thème central d'une réflexion sur l'histoire des sciences sociales que représente le problème de l'unicité ou de la pluralité des méthodes.

Cependant, quelle que soit l'importance de ces démarches, c'est par la fondation d'une revue qui rassemble les aspirations latentes autour d'un organe qui leur donne conscience de leur identité que doit s'affirmer une histoire des sciences sociales. Là encore cependant le principal obstacle sera sans aucun doute dans les périodiques qui existent déjà pour chaque discipline: *Storia della storiografia*, *Historiographia linguistica* ou le *Journal of the History of the Behavioral Sciences* pour n'en citer que quelques uns, sans parler de ceux qui sont en cours de création. A l'évidence une nouvelle

revue — même si elle s'inscrit dans une perspective spécifique qui n'en fait pas une entreprise concurrente mais bien au contraire complémentaire — leur paraîtra superflue. Aussi doit-elle être particulièrement bien conçue.

En préparation depuis un certain temps, celle-ci pourrait prendre la forme d'un volume annuel rassemblant sous le titre d'*Archives d'histoire des sciences sociales* des contributions relatives à l'histoire des disciplines suivantes: — histoire et géographie; — droit, économie, science politique et science administrative; — sociologie et anthropologie; — psychologie, psychiatrie et psychanalyse; — linguistique et philologie; — archéologie. Elle paraîtrait en cinq parties: Débat (réflexion méthodologique), Etudes (articles de fond), Enquêtes (publication de sources inédites), Analyses (comptes rendus) et Chronique (nouvelles) — l'idée étant de ne rien faire d'original mais une solide revue d'érudition qui trouverait vite sa place.

Nous ne nous dissimulons aucunement les difficultés d'une pareille entreprise. Mais nous croyons absolument nécessaire de donner le moyen d'expression qui lui manque à une discipline en voie de constitution car, sans lui, elle ne peut prendre conscience de son existence. Avec lui, tant est fort le rôle d'impulsion des revues, elle commencera réellement d'exister. C'est là, nous en sommes certain, le seul moyen d'assurer une légitimité à notre démarche. Par là seulement en effet il est possible de manifester, de façon concrète, non pas seulement le lien étroit existant entre ces disciplines, dès lors qu'on s'attache à leur histoire selon les mêmes procédés, mais bien l'appartenance de ces disciplines à un ensemble dont elles ne sont que des composantes.

Parmi les sujets qui devraient être abordés, on peut penser à "*Annales et sciences sociales*", "Les juristes, le Droit et l'Etat au 19^e siècle", "Les 'Ecoles' scientifiques: une approche transdisciplinaire" et d'abord, car le problème des échanges dans l'Europe du siècle dernier et du début de ce siècle nous semble essentiel, "L'espace européen des sciences sociales. Une problématique des échanges (1880-1920)", mettant en particulier l'accent sur les échanges croisés entre l'Allemagne, l'Italie et la France et plus spécialement sur la réception de la science allemande.

Lorsque plusieurs numéros auraient, en contribuant à promouvoir les recherches, commencé à en rassembler les éléments, il ne resterait plus qu'à mettre en chantier une *Histoire générale des sciences sociales*.

Il y a là un programme simple, mais aussi nécessaire et urgent, et qui peut, en leur proposant un but clairement défini et parfaitement accessible, révéler à elles-mêmes le sens de leurs aspirations aux recherches sur le passé des différentes disciplines qui actuellement se cherchent, fédérer les initiatives et donner en définitive une impulsion décisive à l'histoire des sciences sociales.

Si pareil projet pourra se réaliser, il est encore trop tôt pour le dire. Quel extraordinaire champ à inventer s'offre à nous, par contre cela est évident et doit motiver pour l'avenir les plus grands espoirs.